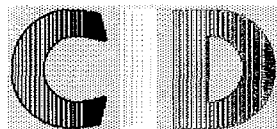


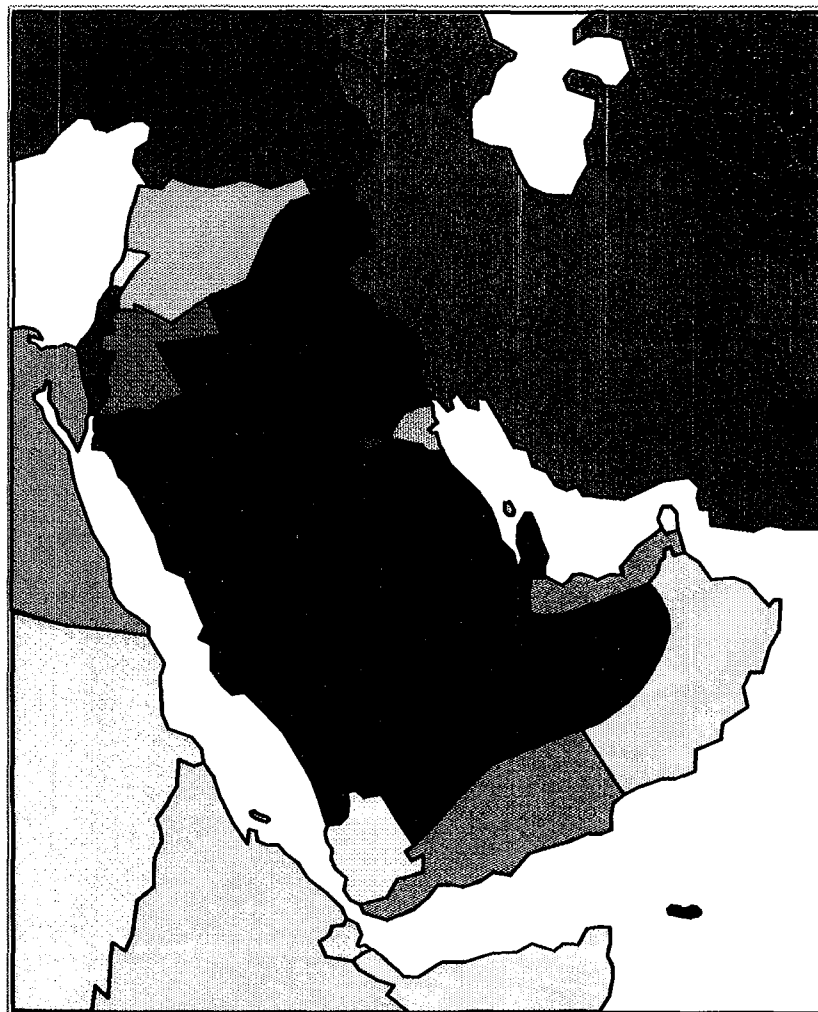
1997 222

Paris le 07 juin 1998

**COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE
5° PROMOTION - CESSION 97 - 98
MEMOIRE DE GEOSTRATEGIE**



***LES ENJEUX STRATEGIQUES
DE LA GUERRE DU GOLFE***



***MEMOIRE ELABORE PAR
LE LCL Omrane BEN OTHMAN / C3***

Les enjeux stratégiques que représente le Moyen-Orient pour les les grandes puissances, expliquent en grande partie la rapidité de réaction des occidentaux face à l'invasion du Koweït par l'armée irakienne. Cette importance stratégique découle en grande partie de l'existence de quantité considérables de pétrole dans le sous-sol de la région.

PLAN

INTRODUCTION

I- DONNEES HISTORIQUES

II- ENJEUX GEOSTRATEGIQUES DANS LA REGION AVANT LE CONFLIT

III- ROLE DES GRANDES PUISSANCES

IV- ROLE DES ACTEURS REGIONAUX

V- SITUATION APRES-GUERRE

CONCLUSION

INTRODUCTION

La situation géostratégique au Moyen-Orient a été toujours instable. La dislocation de l'Empire ottoman, la colonisation et la décolonisation par la suite, la découverte du pétrole, l'apparition d'un Etat hébreux, la montée du fondamentalisme religieux additionné à des régimes politiques monarchiques, sont tous des facteurs de tension permanente et d'une stabilité très fragile. L'Irak, acteur principal de ce conflit suite à l'envahissement de la minuscule monarchie pétrolière du Koweït le 02 août 1990, pourrait avoir des raisons historiques tangibles, mais qui restent toujours irresponsables pour une telle attitude.

Bien que le conflit avait des apparences plutôt locales au début, il a vite pris des dimensions très larges et très graves pour la stabilité de la région. Cette crise a remis en question le rôle des grandes puissances aussi bien dans la région que dans le reste du monde. La Russie, qui n'arrive pas encore à se remettre, a en effet perdu toute influence dans la région. Les Etats-Unis apparaissent alors comme la seule puissance maître et artisan du nouvel ordre mondial.

Depuis la fin de l'équilibre entre les deux grandes puissances, les Etats-Unis envisagent d'instaurer un nouveau ordre dans le Golfe, où aucun pays ne devrait constituer l'embryon d'une force capable de porter atteinte à ses intérêts économiques dans la région.

Malgré les nombreuses zones de tensions dans le monde (en Afrique, en Asie ou en Amérique Latine), le Moyen-Orient, par son importance stratégique et économique, a constitué le banc d'essai le plus commode pour expérimenter un modèle de gestion de crises pouvant être employé dans d'autres régions du monde.

Cette étude, essayera de développer successivement, les données historiques relatives à cette région, les enjeux stratégiques avant le conflit, le rôle joué par les grandes puissances et les acteurs régionaux, enfin une ouverture sur l'avenir de la région.

I- DONNEES HISTORIQUES ET GEOPOLITIQUES

Invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990, seconde guerre du Golfe qui se termine le 28 février 1991 mais relance la question kurde, conflit israélo-arabe et question palestinienne, problème du Liban face aux ingérences de la Syrie, rivalité historique entre Damas et Bagdad, avenir de la Jordanie, tension entre l'Arabie Saoudite et le Yémen... Autant de situations ou de drames qui sont toujours sans solutions et dont l'origine remonte à la première guerre mondiale.

C'est entre 1914 et 1934 que la région du Moyen- Orient a connu le plus grand nombre d'accords secrets. Des accords cyniquement conclus, en intrigues diplomatiques, en proclamations d'intentions généreuses non appliquées, en promesses non tenues et en traités imposés contre la volonté des autochtones.

Au Moyen -Orient, les puissances victorieuses, principalement l'Angleterre et la France, créent de « jeunes » Etats riches d'un passé millénaire comme la Syrie, l'Irak et le Liban. Ils dessinent au gré de leurs intérêts contradictoires des pays aux frontières artificielles, comme la Transjordanie, regroupant des peuples différents, tels les bédouins nomades transjordaniens et les palestiniens agriculteurs et citadins. Ils transforment en même temps en une mosaïque un peuple qui à toutes les caractéristiques d'une nation « les Kurdes » en les privant d'un Etat unifié, et favorisant le groupement, dans une Palestine à majorité arabe, de juifs venus de différents pays d'Europe.

En 1914, l'Empire ottoman commet l'erreur d'entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne. Dès 1915, l'Angleterre, la France et la Russie négocient en secret son partage. Satisfaits d'avoir obtenu l'Arménie, les russes se désintéressent de la région arabe, qui se retrouve au centre des discussions entre Mark Sykes et Georges Picot. Présents dans les zones riches en pétrole, les anglais réclament la Mésopotamie qui recèle aussi beaucoup de richesses. Pour sa part la France, revendique la Syrie qui comprend alors le riche wilayet de Mossoul, peuplé de Kurdes, le Liban qui bénéficie d'un statut autonome, et la Palestine. Réticents sur Mossoul, les anglais insistent pour détacher la Palestine et la placer dans leur zone d'influence. Ils ont un double objectif: empêcher les français d'être à proximité du canal de Suez, relais pour la route des Indes; répondre aux vœux de Chaïm Weizmann, chimiste et dirigeant sioniste. Parallèlement, les anglais qui cherchent à obtenir l'entrée en guerre des arabes, négocient secrètement avec Hussein, chérif de la Mecque et chef de la dynastie hachimite. Réaliste, Hussein recherche plus l'unité territoriale et celle des Arabes de la région qu'une indépendance totale. Or, son projet est incompatible avec celui des anglais et des français, fondé sur le morcellement en vue de la répartition des zones d'influence et d'intérêts notamment pétroliers.

C'est donc sur ces bases que l'accord Sykes-Picot est conclu en mai 1916; il demeurera secret jusqu'à décembre 1917, quand les bolcheviks le découvrent dans les archives du Tsar et le communiquent aux turcs. Le président américain Wilson, a déclaré à propos de ces tractations: « Désormais la paix du monde doit dépendre de méthodes diplomatiques saines et nouvelles. les principes du droit public doivent prévaloir sur les principes particuliers ».

En mars 1917, les anglais s'emparent de Bagdad et aussitôt après de Mossoul. Le 2 novembre, Lord Balfour publie la célèbre déclaration portant son nom et promettant la création d'un «Foyer national juif en Palestine ». Le 10 avril 1920, le traité de Sèvres consacre le démembrement de l'Empire ottoman et la création d'Etats nationaux. Hussein qui a été proclamé roi de Syrie, est chassé par les français. Pour le dédommager, les anglais confient à un de ses fils, Fayçal, le trône de l'Irak et à un autre, Abdallah, le royaume de Transjordanie qu'ils détachent de la Palestine. Le

2 décembre 1922, Sir Percy Cox, haut-commissaire britannique, après de longues négociations avec Abdelaziz Ibn Saoud roi de Hijaz, lui accorde les deux tiers du territoire koweïtien et dédommage l'émir au détriment de l'Irak qui se voit privé des champs pétroliers de Roumeilah-Sud et d'une large ouverture sur la mer, les îles Warba et Boubiane étant attribuées à l'émirat. Sous la monarchie comme sous la république, Bagdad ne cessera de contester cet accord.

II- ENJEUX GEOSTRATEGIQUES DANS LA REGION AVANT LE CONFLIT

La région du Golfe arabo-persique, zone clé du Moyen-Orient, est peuplée de près de 200 millions d'habitants. Occupant 250 000 km², cette région est longue de quelques 800 km, et sa plus grande largeur ne dépasse pas les 500 km. Il compte plus de 130 îles et comporte 3000 km de côtes. Pour quatre des huit pays riverains: L'Irak, Bahreïn, Qatar et les Emirats Arabes Unis, le Golfe constitue la seule façade maritime. Le pétrole, richesse essentielle de la région, a jailli pour la première fois en Perse, le 26 mai 1908; la prochaine découverte en Irak attendra 1927, en Arabie Saoudite en 1933, puis à Bahreïn, Koweït, Qatar...

L'Irak, l'Irak, l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, le Koweït et le Qatar totalisent en 1990 près de 65 % des réserves et 25 % de la production mondiale d'hydrocarbures. Ces performances peuvent bien sûr s'améliorer, car le Golfe dispose du pétrole dont l'exploitation la moins coûteuse, des réserves les plus importantes et de la durée prévisible la plus longue.

Ainsi, à la fin du 20^e siècle, la Russie et les Etats-Unis seront sans doute en fin d'exploitation, la production mondiale en hydrocarbures n'étant plus assurée que par le Moyen-Orient et quelques rares pays comme le Canada, la Norvège, le Mexique, le Venezuela et l'Indonésie.

Or, plusieurs études démontrent que le pétrole constituera pour longtemps la principale source d'énergie avec le charbon. C'est dire que l'or noir du Golfe demeure un enjeu économique et stratégique vital pour les pays de la région et surtout pour les pays industrialisés. En s'emparant du Koweït et en ajoutant 10 % des réserves mondiales aux 10 % qu'il possède déjà, l'Irak devient de fait le deuxième géant pétrolier derrière l'Arabie Saoudite, qui détient 25 %.

Au-delà du pétrole, les pays de la région constituent également un marché dont l'attraction a grandi au même rythme que leurs ressources financières. En 1988, selon la Banque Mondiale, les pays du Golfe (sans compter Bahreïn, Oman et Qatar dont les statistiques ne sont pas connues) ont importé pour un total de 55 milliards de dollars.

III- ROLE DES GRANDES PUISSANCES

Les Etats-unis: Durant les années 1980, Washington et les capitales européennes soutiennent l'Irak dans sa lutte contre un Iran islamiste, jugé dangereux. Outre la fourniture d'armes, les occidentaux accordent plusieurs crédits à l'Irak. Le Congrès américain efface même en 1985 ce pays de la liste noire des nations accusées d'encourager et de pratiquer le terrorisme. En outre lorsque l'Irak aurait fait usage d'armes chimiques trois ans plus tard contre sa propre population, l'administration Reagan réagit mollement, seul le législatif a condamné l'acte. Mais depuis la fin de la première guerre du Golfe, les pays occidentaux commencent à s'éloigner peu à peu de Bagdad. Il a même été avancé que Washington avait poussé l'Irak vers le piège

fatal pour pouvoir l'affaiblir par la suite et l'empêcher de constituer une menace pour ses intérêts et pour l'Etat hébreu. Lors d'un entretien avec Saddam Hussein le 25 juillet 1990, l'ambassadrice américaine à Bagdad, April Glaspie, a déclaré: « Les Etas-Unis n'ont aucune opinion sur les conflits inter-arabes, comme votre désaccord frontalier avec le Koweït ». Elle a laissé entendre que son pays n'avait pas à se mêler des disputes territoriales entre l'Irak et le Koweït, et que les Etats-Unis n'avaient pas ni l'intention ni l'obligation d'aider Koweït au cas où il serait attaqué. Or, il ne faut pas être grand stratège pour comprendre que Washington n'hésiterait pas à voler au secours de l'Emirat et les autres pays de la péninsule arabique, contre les visées expansionnistes de Saddam. D'ailleurs tous les auteurs participants à l'opération « Bouclier de Désert », ont des intérêts économiques et géostratégiques vitaux dans la région du Golfe.

Suite à la révolution en Iran et la perte d'un allié précieux, auquel était jusqu'alors dévolu le rôle de gendarme de la région, Washington se trouve dans l'obligation de revoir le système de sécurité du Golfe. Le CENTCOM est alors créé en 1983, un dispositif militaire qui permet aux américains d'assurer eux-mêmes la protection de leurs intérêts dans cette région. Ses structures étant déjà en place, ce mécanisme de garantie explique la rapidité de la réaction des Etats-Unis après le 2 août 1990.

Les Etats-Unis, alliés inconditionnels d'Israël, sont également inquiets de la prolifération des armements au Moyen-Orient. Depuis le printemps de 1988, lorsque Bagdad et Téhéran déclenchent la guerre des villes avec des missiles soviétiques Scud, ils sont dès lors capables d'atteindre l'Etat hébreu sans que des combats terrestres soient engagés. La même année, Bagdad fait usage d'armes chimiques contre sa propre population au sud pour mater un mouvement chiite opposant. Les services de renseignements occidentaux savent déjà que Saddam Hussein cherche avec détermination à se procurer l'arme atomique pour établir un équilibre de force jusqu'ici en faveur d'Israël, seul pays de la région possédant cette arme. Déjà en août 1990, le Pentagone laisse entendre que les recherches irakiennes sont très avancées et que l'Irak pourrait acquérir la capacité nucléaire dans trois ans. Une politique de surarmement que l'Irak pourrait poursuivre grâce à ses revenus koweïtiens. Incapable de se défendre militairement, l'Arabie Saoudite tomberait alors dans le giron de l'influence irakienne, tout comme les autres Etats du Golfe. L'Irak contrôlerait ainsi le marché pétrolier, mettant en danger non seulement les intérêts vitaux des américains mais aussi la sécurité des israéliens et tout l'équilibre géostratégique de la région.

L'URSS: *Le retrait de l'Union Soviétique de la scène moyen-orientale, renforce le rôle prépondérant des Etats-Unis dans la région. En pleine mutation, économiquement souffrante, l'URSS a un besoin urgent d'aides occidentales. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, Moscou lâche ouvertement l'un de ses alliés au profit d'un rapprochement avec les Etas-Unis. Bien que le principal souci de l'URSS, tout au long de la crise du Golfe, ait - été d'éviter la guerre, elle ne peut que s'aligner sans beaucoup de conviction sur les positions occidentales.*

La Grande-Bretagne: *La Grande-Bretagne fut présente au début des opérations et à la fin des hostilités. Tout en n'ayant peut-être qu'une doublure des Etats-Unis, elle eut l'occasion de monter sur la scène et de jouer ce que tous les britanniques considèrent comme un second rôle honorable. Une bonne occasion pour les britanniques d'appuyer immédiatement l'appel des américains à des sanctions contre l'Irak; de geler ses avoirs et d'annoncer très rapidement la participation des forces Britanniques à la coalition sous le commandement des américains.*

La France: Principal fournisseur d'armes de l'Irak avec l'URSS durant sa guerre contre l'Iran, la France a suivi un chemin tortueux tant au sein du gouvernement qu'à l'extérieur pour passer d'une attitude ambiguë à une position claire. Quand éclata la crise, la France imposa un embargo commercial à l'Irak, et gela les avoirs irakiens et koweïtiens avec la même diligence que ses alliés. L'engagement initial militaire fut rapide, puisque le départ du porte avion Clémenceau fut décidé pour le 9 août après l'annonce, le 7 août de l'envoi de troupes américaines en Arabie Saoudite.

Le 14 septembre, les soldats de Saddam Hussein entrèrent dans l'Ambassade de France au Koweït et firent brièvement prisonnier l'attaché militaire, créant ainsi les conditions politiques permettant au président Mitterrand d'annoncer dès le lendemain l'envoi en Arabie Saoudite de nombreuses forces terrestres et aériennes (au départ, 4 200 soldats et 16 avions de combat); c'était l'opération Daguet. Cette décision, confirmée le jour où le président a parlé pour la première fois de «logique de guerre», impliquant un choix très simple: soit faire partie de la coalition militaire, au sein de laquelle la France, désireuse de défendre son rang, devait être plus qu'un figurant, soit tenter de jouer une partie totalement séparée, en tant qu'intermédiaire entre l'Irak et les autres. Les initiatives diplomatiques françaises furent d'abord prudentes, combinant la fermeté sur les principes et tentatives d'ouverture. Tout en affirmant la logique de guerre, le président français et ses collaborateurs firent preuve d'égard des préoccupations arabes. C'est dans cet état d'esprit que le président Mitterrand envoya douze émissaires expliquer sa position aux Etats arabes dans le courant du mois d'août. Il s'adressa par la suite à l'Assemblée Générale des Nations-Unies le 24 septembre 1990, dans un discours où il tentait de répondre aux préoccupations des pays arabes non membres de la coalition. Il suggéra entre autre que « tout serait possible » au Moyen-Orient si l'Irak annonçait l'acceptation des résolutions de l'ONU. Le président français proposa des élections libres au Koweït après un retrait irakien plutôt que le retour inconditionnel de la dynastie Al-Sabah.

IV- ROLE DES ACTEURS REGIONAUX

Les motivations des pays du Moyen-Orient découlent autant de dissensions récurrentes aux racines historiques que de considérations politiques plus récentes. La Syrie, l'Irak et l'Egypte cherchent depuis longtemps à réaliser l'unité de la région, chacun à son profit puisque tour-à-tour les Omayyades de Damas, les Abbasides de Bagdad et les Fatimides du Caire ont dominé le monde arabe. Dès lors, chaque fois qu'émerge une puissance régionale susceptible de menacer les deux autres, celles-ci s'unissent pour l'affaiblir.

L'Egypte: Seul pays arabe à avoir signé la paix avec l'Etat hébreu avant la guerre du Golfe, a une vision de l'ordre régional complètement opposée à celle de l'Irak. Le président égyptien croit toujours que la stabilité du Moyen-Orient passe obligatoirement par Washington, et qu'un dialogue direct doit s'établir entre palestiniens et israéliens..

LA SYRIE: L'attitude de la Syrie est plus opportuniste. Le président El Assad, allié de l'Iran durant la première du Golfe, cherche toujours à faire de son pays l'interlocuteur incontournable de toute discussion touchant le Moyen-Orient: porte-drapeau de l'arabisme, porte-parole des palestiniens et porte-fusil dans la lutte contre Israël. Mais dès la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak, la Syrie craint de voir Bagdad se retourner contre elle, au moment où Moscou lui retire son soutien militaire jusqu'alors accordé au nom de la parité stratégique avec Israël. Le régime de Damas doit chercher de nouveaux alliés et redéfinir sa stratégie politique. C'est en direction

de l'Égypte que la Syrie se tourne, facilitant du même coup le retour du Caire sur la scène arabe après l'isolement causé par le voyage historique d'Anouar Assadate à Jérusalem en 1977. Le président syrien saura saisir l'occasion que représente le conflit du Golfe pour replacer son pays sur la scène internationale.

L'OLP: Pour les palestiniens, l'échec de la stratégie de paix lancée par Yasser Arafat en novembre 1988 explique leur position au lendemain de l'invasion du Koweït. Cet échec a renforcé le sentiment de frustration et de désespoir chez la population de Cisjordanie et de Gaza. L'Irak est donc perçu comme l'allié qui, pouvant rivaliser militairement avec Israël peut donner une profondeur stratégique au soulèvement palestinien. La liberté de choix de Yasser Arafat est dès lors très réduite: le soutien populaire dont jouit Saddam Hussein auprès des palestiniens lui dicte son attitude pro-irakienne. Le lien entre l'évacuation des territoires arabes occupés par Israël depuis Juin 1967 et celle du Koweït, exigé par Bagdad dès le 2 août, rendra la position palestinienne encore plus inéluctable.

LA JORDANIE: Les choix laissés au roi Hussein de Jordanie, sont elles aussi très limitées. Avec à l'ouest un Etat hébreu dirigé par un gouvernement nationaliste favorisant l'installation en Cisjordanie de milliers de colons juifs venus de l'URSS, et à l'est un puissant frère arabe dont il dépend totalement pour son pétrole. Désormais un champ de bataille désigné en cas d'affrontement entre ses deux voisins, la Jordanie n'avait pas les moyens de s'opposer à Bagdad. Les liens économiques et politiques étroits avec l'Irak et une population à plus de 50 % palestinienne ont logiquement poussé Amman dans le camp irakien.

V- SITUATION DE L'APRES- GUERRE

Une semaine après la suspension des hostilités dans la région du Golfe, le président Bush affirme devant le Congrès américain: « une paix globale au Moyen-Orient, doit être fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur le principe de " territoires contre la paix" ... afin d'assurer la sécurité et reconnaissance d'Israël, et simultanément les droits politiques légitimes des palestiniens ». Le même président avait déjà indiqué devant l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre 1990: « à l'issue du retrait inconditionnel de l'Irak du territoire koweïtien, je crois sincèrement qu'il y aura des occasions pour tous les Etats et les peuples de la région de régler les conflits qui opposent les Arabes et Israël ».

Au curant du mois d'avril 1991 James Baker effectue trois voyages successifs au Moyen-Orient sans réussir à mettre sur pied une conférence de paix. Israël exige une conférence régionale et des négociations bilatérales, alors que les pays arabes demandent que cette conférence se tienne sous l'égide de l'ONU.

Début juin le président Bush écrit aux chefs d'Etats de la région et propose la tenue d'une conférence de paix, présidée par les Etats-Unis et l'URSS, et qui réunirait Israël, la Syrie, le Liban, l'Égypte et une délégation jordano-palestienne.

C'est en juillet que l'espoir renaît, lorsque le président syrien répond positivement à George Bush. James Baker s'embarque alors pour une nouvelle tournée diplomatique au Moyen-Orient. Le processus reprend sa dynamique en septembre et la conférence s'ouvre enfin le 30 octobre à Madrid.

Véritable tour de force de la diplomatie américaine, le lancement du processus de paix au Moyen-Orient montre combien la politique de Washington dans cette région a changé depuis la guerre du Golfe. Le lien établi par Saddam Hussein dès août 1990 entre son occupation du Koweït et l'occupation israélienne des territoires

arabes ne pouvait que réveiller le sentiment « déni de justice » dont les pays arabes s'estiment être les victimes à travers le sort du peuple palestinien depuis 1948. L'invocation répétée du droit international par Washington lors de la croisade contre l'Irak ne pouvait être suivie d'un retour à une politique des « deux poids, deux mesures » qui n'aurait pas manqué de mettre en danger les intérêts américains à long terme dans la région et le peu de crédibilité qui reste auprès de certains pays de la région. En effet, pour les pays arabes, ce n'est pas la violation du droit international par l'Irak qui a motivé la réaction américaine, mais plutôt les intérêts économiques et stratégiques des Etats-Unis dans la région et surtout, le fait que l'Irak ait voulu se doter d'armes nucléaires et biologiques qui pouvaient menacer la sécurité de l'Etat hébreu. Plusieurs gouvernements arabes se sont rangés derrière Washington, souvent sans beaucoup de conviction et contre leur propre opinion publique.

Globalement, la stratégie américaine de l'après guerre annoncée par le président George Bush, consiste à imposer la "Pax Americana" au Moyen-Orient et maintenir l'Irak dans un état de faiblesse chronique, grâce aux sanctions, aussi longtemps que Saddam Hussein reste au pouvoir. Mais paradoxalement sans véritable relèvement, le président irakien est également considéré comme le garant de l'unité de son pays menacée par l'irrédentisme kurde au nord, et le radicalisme chiite au sud. La stabilité passe enfin par le maintien du statu quo politique de la région où la croisade pour la démocratie et les droits de l'homme n'est pas à l'ordre du jour. Une fois la paix instaurée, il appartient aux alliés de Washington dans la région - Jérusalem, le Caire et Riyadh - de gérer la transition.

La péninsule arabique, ébranlée par deux guerres successives, est en pleine évolution. Les Etats-Unis ont renforcé leur leadership militaire et politique dans la région. L'Irak momentanément hors-course, l'Arabie Saoudite et l'Iran s'affirment de plus en plus comme les grandes puissances régionales. Alors que les petites monarchies de la péninsule s'inquiètent davantage à cause de cette suprématie militaire et politique. De plus presque tous les Etats de la région ont des différends frontaliers entre eux: zones mal définies ou neutres, réserves de pétrole ou de gaz naturel contestées et querelles de souveraineté sur des îles et des eaux territoriales. Pour la question israélo-palestiniennne, quelques années après la fin de la guerre du golfe, les choses sont toujours au point mort malgré que les représentants des deux peuples, dont la lutte se justifiait aux yeux de chacun, se sont reconnus mutuellement. Ils ont signé une déclaration de principe sur des arrangements intérimaires d'autonomie qui jette les bases d'une souveraineté palestinienne limitée dans la bande de Gaza et la région de Jéricho en Cisjordanie. Ce ne sont là que les débuts d'un processus long et compliqué. Le règlement définitif du conflit israélo-arabe passe impérativement par la création d'une entité palestinienne viable, certes autonome, mais aussi à terme indépendante.

Les difficultés sur le chemin de la paix restent bien réelles. La plus urgente de celles-ci est financière. En effet l'économie palestinienne a besoin d'être financée pour survivre et faire ses premiers pas sur le chemin de l'autogestion. A part les aides financières promises par l'Occident, tout le poids va tomber sur les bourses des monarchies du Golfe. Or Riyadh trouve encore des difficultés pour rembourser sa dette internationale contractée pour financer la guerre, et les prix du pétrole restent bas sur les marchés internationaux malgré une demande pétrolière en hausse constante avec le développement industriel de l'Europe de l'Est, de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique Latine. Une réintégration de l'Irak, deuxième producteur mondial de pétrole après l'Arabie Saoudite, serait envisageable dans le but d'éviter une montée des prix qui pourrait asphyxier l'économie occidentale. En outre, plus le processus de

paix se raffermira dans la région, plus il deviendra difficile de maintenir l'Irak à l'écart. Aujourd'hui déjà presque toute l'Europe est favorable pour une levée rapide de l'embargo qui frappe l'Irak depuis 1990. Sur le plan stratégique, le Moyen-Orient est une mouchoir de poche très vite traversée et une paix, si elle se veut durable, passera inévitablement par Bagdad.

CONCLUSION

Depuis 1945, peu d'événements ont autant fasciné le monde que la crise du Golfe. Notable par sa rapidité, la réaction de la communauté internationale l'est également par son unanimité. Inquiets pour leurs intérêts vitaux dans la région, les américains réussissent au nom de la légalité et du droit, à dresser contre Bagdad la communauté internationale en un temps record. Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les deux supergrands parlent le même langage. Depuis que le président Gorbatchev a engagé l'Union Soviétique sur la voie des réformes politiques, économiques et sociales, la guerre froide touche désormais à sa fin. Economiquement épuisée, soucieuse de se rapprocher de l'occident, l'URSS lâche sans grande conviction son allié irakien qui se trouve bien seul dans son entreprise expansionniste.

Cet alignement de Moscou sur la politique de Washington annonce une grande mutation dans l'histoire des relations internationales. Pour la première fois, le conseil de sécurité a agi d'une manière aussi rigoureuse et que le Chapitre VII de la Charte a été utilisé largement et même de façon novatrice. L'Organisation des Nations Unies a, pendant la plus grande partie de son histoire, été influencée par les événements plutôt qu'elle ne les a influencés: Palestine, Congo, Corée, Suez, Baie des Cochons, Chypre, Liban, Rhodésie, Afrique du Sud, îles Falkland, Grenade, Panama...sont autant de noms qui viennent immédiatement à l'esprit. Pour des raisons bien connues, le Conseil de sécurité n'a pas utilisé les larges pouvoirs dont il dispose en vertu du Chapitre VII de la Charte. La crise du Golfe, premier grand conflit depuis la fin de la guerre froide, est la première mise en évidence d'une O.N.U. rénovée. Les buts et les principes de l'Organisation, sont normalement renforcés par des mécanismes prévus dans la Charte, mais demeurés longtemps en sommeil. Il reste à voir si l'action du Conseil de sécurité dans la crise du Golfe préfigure vraiment l'O.N.U. de l'avenir, ou il s'agit simplement d'un fait isolé.

BIBLIOGRAPHIE

- *La fin de la guerre froide. Charles - Philippe DAVID.*
- *La guerre du Golfe. Brigitte STERN.*
- *Tempête sur le désert. Christophe GIROD.*
- *La société internationale après la guerre froide. Daniel COLARD.*
- *Les crises internationales. Jean - Louis DUFOUR.*
- *L'Europe Occidentale et le Golfe. Nicole GNESOTTO et John ROPER.*
- *Perspectives économiques et stratégiques. Hubert de Beaufort et Jacques de Zelicourt.*